

## Prise de position sur la politique de migration et européenne

### Introduction

La Suisse est confrontée à des choix majeurs dans sa politique migratoire et dans ses relations avec ses voisins. Les droits fondamentaux et les acquis sont remis en cause. La votation du 9 février 2014 a péjoré les droits des migrant-es- et les droits sociaux de tout le monde. Ces prochaines années, le peuple se prononcera à nouveau et fixera des jalons, une première fois vraisemblablement en novembre 2014 sur l'initiative ECOPOP. Dans ce contexte, Unia s'appuie sur les prises de position de ces dernières années, adoptées aux congrès notamment (voir le texte d'orientation n° 7 et les «Thèses et revendications pour un changement de cap dans la politique migratoire et d'intégration» du congrès de 2008).

### 1. Unia tient à la libre circulation des personnes

- Le syndicat Unia est attaché à la libre circulation des personnes (LCP) avec l'UE. Elle constitue un droit fondamental des travailleurs/euses. Ce droit a été obtenu en Suisse il y a 160 ans, pour permettre aux habitants de tous les cantons de se déplacer et de s'établir dans toute la Suisse. Le droit à la LCP est primordial pour les salarié-e-s:
- Ce droit permet à tous les salarié-e-s (Suisse ou migrants établis ici) de prendre un emploi dans l'UE, de s'y établir avec leur famille puis de revenir en Suisse. Sans préjudice au niveau des assurances sociales. La LCP profite notamment aux jeunes faisant des études à l'étranger, aux échanges dans la recherche, etc.
- Il permet aux collègues de l'UE de travailler et d'habiter en Suisse sans subir de discrimination sur le marché de l'emploi, soit sans interdiction de changer d'employeur et de canton ou de faire venir leur famille.
- D'où la disparition des divisions entre salarié-e-s (du moins entre la main-d'œuvre suisse ou originaire de l'UE) qui avaient paralysé le mouvement syndical depuis les années 1950 et conduit à de massives pressions salariales, notamment en raison du statut de saisonnier.

### 2. Unia tient aux mesures d'accompagnement

La LCP ouvre le marché du travail au-delà des frontières nationales. Or cela ne peut fonctionner que si le principe «un salaire égal pour un travail égal effectué au même endroit» est dûment garanti. Autrement dit, des salaires suisses doivent être versés en Suisse, des salaires français en France, etc. Sinon, la porte est grande ouverte au dumping salarial et des divisions basées sur le pays d'origine apparaissent entre les travailleurs/euses. La liberté d'établissement et le droit à recevoir un salaire égal pour un même salaire sont indissociables – il s'agit des deux faces de la même médaille.

Les mesures d'accompagnement ont été introduites suite aux pressions syndicales, afin de faire respecter en Suisse les «salaires suisses». Grâce à elles, l'observation et le contrôle du marché du travail sont bien plus développés aujourd'hui qu'ils ne l'ont jamais été, tout comme la possibilité d'intervenir et de sanctionner. Mais les MAC sont encore trop rudimentaires. Les employeurs trouvent toujours des brèches pour faire du dumping salarial. Et les MAC sont menacées depuis le scrutin du 9 février 2014. Nous exigeons à la place un renforcement des MAC. Nous devons à cet effet critiquer non les MAC comme telles, mais les employeurs qui les contournent et empêchent leur extension.

### 3. Unia prône une Suisse ouverte et de bonnes relations avec l'UE

La Suisse entretient d'étroits liens avec ses proches ou lointains voisins européens. Ces échanges ne sont pas seulement économiques, mais touchent aussi à la culture, aux sports, à des liens familiaux, à la formation et à la recherche, etc. Il est souhaitable et nécessaire d'entretenir des relations de bon voisinage et d'ouverture avec ces pays, au lieu de vivre en vase clos. Nous ne voulons pas être un second Monaco, où seuls comptent l'opulence et les riches, à qui le reste de la population offre ses services. Nous ne voulons pas être une île des banques et du tourisme sans place industrielle, sans pôles de recherche ni vie culturelle. Or c'est ce qui risque de se produire, si la Suisse opte pour l'isolationnisme.

La Suisse doit une bonne partie de ses succès passés à son ouverture. Celle-ci est liée à la migration – soit l'émigration ou les séjours à l'étranger de Suisses, et l'immigration sans laquelle la Suisse ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui. Voilà pourquoi nous prôtons le

maintien d'une Suisse ouverte, entretenant de bonnes et étroites relations avec son principal voisin, soit l'UE.

#### 4. Notre programme en trois points

Avec l'USS nous avons formulé et dûment suivi, au cours des quatre derniers mois, trois lignes directrices qui nous servent de fil rouge dans la situation confuse d'aujourd'hui:

##### 4.1 Non à toute discrimination

Unia lutte par tous les moyens contre la réintroduction de dispositions sur l'admission ainsi que de statuts spéciaux pour les migrant-e-s. Tous les modèles de contingentement en discussion discriminent et divisent les travailleurs/euses: ils privilégient la main-d'œuvre hautement qualifiée aux dépens de celle seulement qualifiée. Ils discriminent les personnes ayant une famille, comportent des autorisations liées à un canton ou une entreprise. Ils rappellent l'ancien statut de saisonnier, qui avait introduit en Suisse un véritable apartheid et qui a divisé les travailleurs/euses.

Nous combattons tous ces modèles discriminatoires., si nécessaire par référendum.

##### 4.2 Il faut davantage de protection, surtout pas moins

Renforcement des MAC: DFO facilitée, augmentation des contrôles et durcissement des sanctions. Les cantons doivent en plus avoir la possibilité – lorsqu'il y a des indices clairs de dumping salarial – d'ordonner l'interruption des travaux jusqu'à ce que la preuve du versement correct des salaires soit fournie. Il faut un accès sûr aux chantiers et dans les entreprises pour les partenaires sociaux afin qu'ils puissent repérer le dumping salarial. Nous voulons également renforcer la protection contre le licenciement pour mieux protéger les travailleuses et travailleurs qui s'engagent au sein des entreprises pour leurs collègues et contre le dumping salarial (voir document AD « Plus de protection du travail et des salaires ! »). Nous lutterons par tous les moyens contre des attaques aux mesures d'accompagnement.

##### 4.3 De bonnes relations, au lieu de l'isolationnisme

Les accords bilatéraux en place avec l'UE constituent le minimum absolu d'une bonne relation avec ce voisin. Loin de les mettre en péril, il faut les développer. Car ils sont importants pour de bonnes relations avec nos voisins. Ils s'avèrent aussi cruciaux pour la Suisse d'un point de vue économique.

En Europe, les salarié-e-s sont actuellement confrontés à de graves problèmes – chômage élevé, des jeunes notamment, endettement, pollution de l'environnement, politique de démantèlement social, dumping salarial, etc. Or ces problèmes nous touchent aussi, car nous ne sommes pas une île. On le voit notamment au Tessin, durement frappé par la crise en Italie. Pour nous syndicats, cela implique de nous engager activement avec les collègues des autres pays d'Europe pour une alternative à la politique d'austérité, pour une offensive d'investissement et pour la reconversion écologique, pour la mise en œuvre du principe «un salaire égal pour un travail égal effectué au même endroit», etc. Or cette lutte commune n'aura pas lieu, si nous nous coupons des pays de l'UE et remettons en question les accords bilatéraux. Ensemble avec nos collègues européen-nes, nous nous engageons pour une Europe sociale.

#### 5. Non à ECOPOP – avec une vaste alliance

Une autre bataille est imminente – le scrutin de l'initiative ECOPOP. Il va de soi pour Unia que nous devons combattre cette initiative de toutes nos forces. Car elle:

- aboutirait fatalement à des mesures gravement discriminatoires pour la migration;
- encouragerait les pressions salariales et la déréglementation du marché du travail, les patrons faisant surtout appel aux frontaliers et aux résidents de courte durée;
- aboutirait à une claire rupture avec l'UE et les accords bilatéraux;
- relève d'une fausse conception de l'écologie: l'environnement ne s'arrête pas aux frontières de la Suisse;
- est désastreuse pour la politique de développement.

Unia lui oppose donc un clair NON. Nous en appelons concrètement aux travailleurs/euses de nos branches d'activité. Et nous ferons campagne avec une alliance formée de toutes les personnes s'engageant pour une Suisse ouverte et exempte de discrimination.